

*Ces aperçus analytiques sur la COVID-19 ont été conçus pour saisir les informations et analyses les plus récentes dans un contexte qui évolue rapidement. Certaines thématiques seront abordées plusieurs fois au cours de cette analyse.*

*Si vous souhaitez proposer un sujet, veuillez nous envoyer un courriel à [research@iom.int](mailto:research@iom.int).*

Comme cela a été expliqué [dans l'aperçu analytique n° 23](#), presque tous les pays du monde ont mis en place des restrictions de voyage/à la circulation afin de limiter la propagation de la COVID-19. Des mesures telles que la fermeture des frontières, les couvre-feux et les mesures de confinement au niveau national ont eu des conséquences de grande envergure pour les migrants internes et internationaux, laissant nombre d'entre eux dans l'impossibilité de retourner dans leur pays ou région d'origine ou d'atteindre leur destination prévue.



### Impossibilité de rentrer chez soi



De nombreux travailleurs migrants dans différentes parties du monde ne peuvent rentrer chez eux, bloqués sans emploi dans leur pays/région de travail. Avec une aide limitée, voire inexistante, de leur pays d'origine ou de destination, des milliers de personnes sont bloquées [dans des environnements surpeuplés et sordides](#), ce qui les expose à un [risque accru](#) de contracter la COVID-19.

- ⇒ Les migrants des États du Golfe, qui représentent une part importante de la population de plusieurs pays, sont déjà [touchés de manière disproportionnée par la pandémie](#). Le Népal a [mis un terme](#) au retour de tous ses citoyens dans leur pays, laissant les nombreux travailleurs népalais dans les États du Golfe coincés sur place. L'Inde a également récemment mis un terme au rapatriement de ses citoyens du Golfe. Mais certains pays de destination, comme le Koweït et Bahreïn, [organisent des vols de rapatriement](#) en coordination avec certains pays d'origine.
- ⇒ Pour les travailleurs souhaitant migrer et ceux qui sont retournés dans leur pays d'origine pour une mise à jour de leurs documents, la fermeture des frontières signifie qu'ils sont [coincés dans leur pays d'origine](#) sans travail et risquent de s'endetter.
- ⇒ Les travailleurs migrants internationaux ne sont pas les seuls à être touchés par les restrictions de voyage et le confinement ; dans des pays comme l'Inde, les travailleurs migrants internes sont [bloqués dans les villes et zones industrielles](#) sans travail ni revenu depuis l'entrée en vigueur du confinement dans le pays. En Inde, des millions de personnes quittent les zones rurales à la [recherche d'un emploi](#), beaucoup d'entre elles se retrouvant dans divers secteurs, tels que le travail domestique, le bâtiment, les transports, entre autres. Certains États indiens, comme l'Uttar Pradesh, ont récemment [envoyé des bus](#) pour renvoyer les travailleurs migrants bloqués.



## Des demandeurs d'asile se voient refuser l'entrée

Les demandeurs d'asile ont été fortement touchés par la pandémie actuelle, car de nombreux pays ont fermé leurs portes à tous les étrangers, y compris ceux qui cherchaient une protection.

Des centaines de Rohingyas, par exemple, restent [bloqués](#) dans le golfe du Bengale et sur la mer d'Andaman, après s'être vu refuser l'entrée en Malaisie. Diverses organisations, [dont le HCR](#), ont exprimé leur inquiétude et appelé à un partage des responsabilités entre les États afin d'éviter une répétition de la [crise de 2015](#), lorsque des milliers de Rohingyas ont été abandonnés en mer par des passeurs.

En Amérique latine, la fermeture des frontières a laissé de nombreux migrants bloqués dans les pays de transit ; des milliers de migrants sont restés au Panama après la fermeture des frontières du Costa Rica, et beaucoup sont bloqués à la frontière entre le Honduras et le Salvador. Les zones frontalières du Mexique continuent également d'accueillir des [demandeurs d'asile bloqués](#) qui ne peuvent plus entrer aux États-Unis.



## Assistance de l'OIM aux migrants bloqués

Dans diverses régions du monde, l'OIM aide des milliers de migrants qui ont été touchés par des restrictions de voyage et qui ne peuvent travailler ou rentrer chez eux.

- ⇒ Au Niger, la fermeture des frontières a entraîné une vague de migrants bloqués ; [une initiative conjointe](#) de l'OIM et l'UE offre un soutien à plus de 2 300 de ces migrants, hébergés dans les six centres de transit de l'OIM.
- ⇒ Au Panama, l'OIM, en collaboration avec le gouvernement et le HCR, [fournit une aide humanitaire](#) aux migrants bloqués dans trois centres d'accueil de l'immigration aux frontières du Panama avec la Colombie et le Costa Rica.
- ⇒ La Bosnie-Herzégovine, qui est un pays de transit clé pour les migrants se rendant de la Grèce vers d'autres pays de l'UE, compte environ 8 000 migrants bloqués en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19. Avec le soutien de l'OIM, un [camp de 1 000 lits](#) pour les migrants sans abri est maintenant opérationnel.
- ⇒ Dans des pays comme la Thaïlande, l'OIM a également cherché à connaître le nombre de migrants bloqués. Entre le 26 mars et le 23 avril 2020, l'OIM a recensé [660 migrants bloqués](#) dans cinq endroits du pays.

## Prolongation de visa pour les migrants bloqués

Pour aider les migrants à faire face aux restrictions de voyage actuelles, y compris les mesures de confinement et les fermetures de frontières, plusieurs pays ont accordé des renouvellements, prolongations de visas/permis ou [amnisties temporaires](#). La Thaïlande a par exemple mis en place [une extension de 3 mois](#) jusqu'à fin juillet pour les étrangers détenteurs de tous types de visas de non-immigrants. [La Nouvelle-Zélande a également prolongé les visas](#) des travailleurs migrants devant expirer au début du mois d'avril. Le décret présidentiel de la Fédération de Russie « visant à réglementer le statut juridique des ressortissants étrangers pour une période intérimaire de trois mois » [a été salué par l'OIM](#), car il permettait aux migrants de conserver leur statut juridique, de trouver du travail plus rapidement et de ne pas avoir à payer de permis.



### — NOUVELLE NOTE D'INFORMATION —

Une nouvelle [note d'information de l'OIM](#), rédigée par la Division de la gestion de l'immigration et des frontières, donne des recommandations portant sur les procédures d'immigration, de visa et consulaires, y compris la nécessité d'adapter les règlements pour respecter les cadres juridiques, tout en intégrant les ajustements nécessaires pour que les migrants restent en conformité avec les règles d'immigration. Cela suppose, par exemple, que les gouvernements autorisent, dans la mesure du possible, « un séjour régulier après l'expiration d'un visa ou d'un permis de séjour spécifique » et « facilitent le séjour régulier des titulaires de visas généraux », entre autres recommandations. Pour en savoir plus, cliquer [ici](#).

Cet aperçu analytique sur la COVID-19 a été élaboré par l'équipe de recherche de l'OIM ([research@iom.int](mailto:research@iom.int)).

*Clause de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans le présent ouvrage sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'OIM. L'inclusion ou la présentation de matériel n'impliquent aucune prise de position de la part de l'OIM ou de l'un de ses membres ou partenaires.*